

Unité départementale des Bouches-du-Rhône
16 rue Zattara CS 70248
13333 Marseille

Marseille, le 10/04/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 20/02/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

RESOCLEAN EUROPE

ZI DE SEYSSUEL BP 1654
38200 Vienne

Références : SS/JD-D-0470-MRT-2024
Code AIOT : 0006400992

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/02/2024 dans l'établissement RESOCLEAN EUROPE implanté ZAC des Cadesteaux Avenue Avogadro 13340 Rognac. L'inspection a été annoncée le 09/02/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection s'inscrit dans le cadre d'une action régionale coup de poing 2024 de l'Inspection des Installations classées.

L'objet de cette inspection est de contrôler le respect des prescriptions liées à la consommation d'eau et de rappeler aux industriels les exigences applicables en période de sécheresse.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- RESOCLEAN EUROPE
- ZAC des Cadesteaux Avenue Avogadro 13340 Rognac
- Code AIOT : 0006400992
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'activité de RESOCLEAN 13 consiste en du lavage de citernes, rubrique 2795 de la nomenclature, conformément à l'arrêté préfectoral n° 92-167/57-1992 A du 2 décembre 1992. En moyenne l'activité du site compte 10 à 15 lavages/j, avec environ 2 m³ d'eau utilisés par lavage.

La station de lavage est opérée par une équipe constituée de 2 laveurs et 1 responsable.

Les activités de lavage se déroulent à l'intérieur d'un bâtiment, les eaux process sont canalisées et

traitées au sein d'une station d'épuration (STEP) interne avant rejet et traitement via la STEP urbaine de Rognac.

Thèmes de l'inspection :

- les usages de l'eau et origine de l'eau consommée pour chaque usage,
- le suivi des consommations d'eau (compteurs, registre, le cas échéant déclaration GERE...),
- l'existence d'un plan de sobriété hydrique (PSH).

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée."

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Présence de compteurs et suivi de consommations d'eau	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 15	Sans objet
2	Origine de l'eau et volumes d'eau prélevés	Arrêté Préfectoral du 01/12/1992, article 5	Sans objet
3	Déclarations GEREP : prélèvements et volumes d'eau rejetés	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4-I	Sans objet
4	Déclaration en période de sécheresse (niveau d'alerte renforcée, crise)	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2-IV	Sans objet
5	Mise en œuvre du PSH	Autre du 20/03/2023, communication DREAL	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a été l'occasion de rappeler à l'exploitant que la zone sécheresse à surveiller par ce dernier n'est pas la zone d'implantation du site mais la zone de prélèvement majoritaire de ses eaux consommées.

En conséquence, celui-ci doit demander la provenance de son eau potable à son fournisseur d'eau, plus particulièrement les codes de masse d'eau.

Les éléments de réponse devront être transmis à l'Inspection des installations classées.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Présence de compteurs et suivi de consommations d'eau

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 15
Thème(s) : Risques chroniques, Eau
Prescription contrôlée : Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé journalièrement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m ³ /j, hebdomadairement si ce débit est inférieur. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : Un compteur principal permet de suivre les quantités d'eau qui approvisionnent le site. En complément l'exploitant a mis en place deux sous-compteurs. Un premier dédié au suivi de la consommation d'eau liée l'activité de lavage et un second dédié à l'eau utilisée pour la fabrication d'eau chaude (chaudière). Ces compteurs sont relevés tous les jours, et les relevés sont enregistrés sur un registre informatique qui a été présenté à l'inspection le jour de la visite.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Origine de l'eau et volumes d'eau prélevés

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/12/1992, article 5
Thème(s) : Risques chroniques, Eau
Prescription contrôlée : Nuisances eaux : À l'exception des dispositions contraires du présent paragraphe l'instruction ministérielle du 6 juin 1953 modifiée relative aux rejets des eaux résiduaires est applicable à l'établissement.
Constats : L'approvisionnement en eau du site est exclusivement effectué par la régie des eaux du pays d'Aix. L'exploitant déclare l'absence de forage exploité sur le site. En 2023 la consommation d'eau sur le site est de 3 340 m ³ à laquelle s'ajoute la consommation d'eau incendie. En 2023, par extrapolation la consommation du réseau incendie s'élève à environ 232 m ³ (index au 10/10/2023 : 1765, et index au 31/07/2022 : 1488, soit 277 m ³ pour 436 jours). Soit un total annuel d'environ 3 572 m ³ (3 340 m ³ + 232 m ³). A noter que le site est soumis à POI (plan d'opération interne), ce qui l'oblige à réaliser régulièrement des exercices pour s'entraîner à gérer des scénarios accidentels. Le jour de la visite, l'exploitant ne connaissait pas précisément la provenance de son eau d'approvisionnement. Suite à la visite, par mail du 21/02/2024, l'exploitant précise que de son fournisseur lui a indiqué que l'approvisionnement d'eau du site se fait via le Canal de Provence. Cette information n'est pas suffisamment précise pour permettre à l'exploitant de définir précisément la zone à surveiller dans le cadre des arrêtés sécheresse départementaux.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant demandera plus précisément à son fournisseur le code masse d'eau concerné (généralement constitué de lettres et de chiffres de type <i>FRDX0000y</i>) et l'indiquera à l'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Déclarations GEREP : prélèvements et volumes d'eau rejetés

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4-I
Thème(s) : Risques chroniques, Eau
Prescription contrôlée : Pour : - établissements ICPE à A ou E, à l'exclusion des élevages, sauf les installations relevant de la rubrique 3660 ; [...] Prélèvements : L'exploitant [...] déclare chaque année au ministre en charge des installations classées, [...] Les volumes d'eau consommée ou prélevée dès lors que le volume provenant d'un réseau d'adduction est supérieur à 50 000 m ³ / an ou que le volume prélevé dans le milieu naturel est supérieur à 7 000 m ³ / an. Volumes d'eaux rejetés : L'exploitant [...] déclare chaque année au ministre en charge des installations classées [...] Les volumes d'eau rejetée, le nom, la nature du milieu récepteur dès lors que le volume de prélèvement total est supérieur à 50 000 m ³ / an ou que l'exploitant déclare au moins une émission dans l'eau au titre du premier tiret du présent article ;

Constats : L'exploitant a présenté sa déclaration GERE 2022 : Prélèvement : 3 524 m ³ (conforme à son registre) Rejet total : 3 100 m ³ , en rejet raccordé.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Déclaration en période de sécheresse (niveau d'alerte renforcée, crise)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2-IV
Thème(s) : Risques chroniques, Eau
Prescription contrôlée : Pour : ICPE à A ou à E dont le prélèvement d'eau total annuel est supérieur à 10 000 mètres cubes Lorsque les niveaux de gravité d'alerte renforcée ou de crise sont en vigueur, l'exploitant transmet, chaque semaine calendaire, au plus tard le mercredi, à l'inspection des installations classées, les volumes d'eau journaliers prélevés et consommés sur la semaine calendaire précédente et le volume journalier moyen prévisionnel prélevé et consommé pour les besoins de son installation pour la semaine calendaire en cours. Cette transmission est faite en utilisant le lien suivant : https://www.demarches-simplifiees.fr/commencer/icpe-secheresse-rapportage-hebdomadaire La dernière transmission est réalisée la semaine calendaire suivant celle de la levée des niveaux d'alerte renforcée et de crise.
Constats : La consommation annuelle du site s'élève en 2023 à 3 572 m ³ , les prélèvements d'eau étant inférieurs à 10 000 m ³ /an, le site de Rognac n'est donc pas soumis à cette exigence.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Mise en œuvre du PSH

Référence réglementaire : Autre du 20/03/2023, communication DREAL
Thème(s) : Risques chroniques, PSH
Prescription contrôlée : Les services de l'État ont tiré le retour d'expérience de l'épisode de sécheresse de l'année 2022 en préparation de l'été 2023. Il en sera de même pour la préparation de l'été 2024. Le cadrage régional pour l'étiage 2022 a été maintenu pour l'étiage 2023 avec des réductions demandées pour les usages économiques de 20 % des prélèvements au niveau de gravité « alerte », de 40 % des prélèvements au niveau de gravité « alerte renforcée » et des dispositions plus contraignantes pourront être prises par arrêté préfectoral en cas de crise. Ces éléments sont présentés sur le site internet de la DREAL PACA. Ils seront maintenus en 2024. Des adaptations à ces réductions forfaitaires sont prévues pour les usages industriels dans 2 cas : 1. L'établissement dispose de restrictions déjà prescrites dans un arrêté préfectoral conduisant à une diminution effective selon les niveaux de gravité de sécheresse. L'arrêté préfectoral d'autorisation prévaut alors. 2. L'établissement a mis en place un plan de sobriété hydrique (PSH) dont le contenu est défini par l'inspection des installations classées. L'établissement devra notamment définir, dans le PSH, des mesures quantifiées de diminution de ses prélèvements pour chaque niveau d'alerte. Vous trouverez en PJ de ce mail la trame du PSH établie par l'inspection des installations classées,

également disponible sur le site internet de la DREAL PACA.

Pour tout établissement désireux d'entrer dans le cas d'adaptation n°2, le PSH sera élaboré et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées (IIC) au plus tôt.

L'IIC sera amenée à vérifier lors d'inspections le respect des mesures de l'arrêté cadre sécheresse et, le cas échéant, d'examiner le contenu du PSH.

Le préfet pourra décider de lever cette adaptation (n°2) s'il considère que les mesures de réduction, en période de sécheresse, proposées dans le PSH sont insuffisantes.

Constats :

L'exploitant indique que son PSH est en cours de rédaction. Une réflexion est également en cours pour étudier toutes les possibilités en termes de réduction des consommations d'eau.

L'exploitant précise qu'à ce jour, le site n'a pas mis en place d'installation de recyclage car la station fonctionne avec un système à décantation qui entraînerait une problématique de doublement des circuits d'eau et d'adaptation des pompes. Par ailleurs le site est soumis à des contraintes réglementaires liées aux lavages dans le secteur alimentaire qui impose notamment des quantités d'eau minimale à utiliser par lavage.

Type de suites proposées : Sans suite